Globalisation et mobilités internationales des étudiants au Cameroun

Luc Ngwé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2882>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2882

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 77-84

ISBN : 978-2-919040-28-5

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Luc Ngwé, « Globalisation et mobilités internationales des étudiants au Cameroun », *Hommes & migrations* [En ligne], 1307 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2882> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2882

GLOBALISATION ET MOBILITÉS INTERNATIONALES DES ÉTUDIANTS AU CAMEROUN

par LUC NGWÉ, *chercheur en science politique, RIAM-ARES.*

Les mobilités internationales des étudiants africains épousent de nouveaux contours globalisés qui rendent obsolète une lecture univoque en termes de fuite des cerveaux. Le cas du Cameroun est révélateur de ces nouvelles perspectives dans lesquelles les étudiants considèrent leur migration. Depuis une vingtaine d'années, la privatisation des études supérieures, conjuguée au manque de moyens de l'État et à la désaffection pour la fonction publique camerounaise, inscrit la mobilité des étudiants dans le cadre d'un projet de vie qui dépasse les frontières des États.

La mobilité internationale des étudiants tend à devenir une question centrale des transformations des systèmes d'enseignement supérieur. Elle alimente les politiques publiques des organisations internationales et des États. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) souligne une augmentation de la mobilité internationale des étudiants en rapport avec l'internationalisation croissante de l'enseignement supérieur et l'augmentation des effectifs¹. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) indique pour sa part que la population étudiante mobile a triplé en une décennie, passant de 1 million en 1990 à 3,4 millions en 2009². Ces mobilités qui varient aussi bien

entre les pays que d'un continent à un autre s'organisent principalement selon des hiérarchies entre les pays producteurs de services éducatifs et les pays consommateurs. Par ailleurs, les attentes et les perceptions des mobilités étudiantes ne sont pas identiques dans tous les pays, encore moins pour les acteurs impliqués.

L'Unesco indique dans son rapport de 2009 que les étudiants originaires d'Afrique subsaharienne sont les plus mobiles. Les destinations Sud-Nord de ces étudiants sont fonction de plusieurs facteurs, dont la langue, l'histoire, etc. Plus encore, ce rapport, comme les politiques publiques de l'éducation des organisations internationales et de certains États, souligne les attentes de ces mobilités des étudiants

1. OCDE, *Regards sur l'éducation 2012. Les indicateurs de l'OCDE*, Paris, éd. de l'OCDE, 2012. 2. Unesco, *Recueil des données mondiales sur l'éducation 2009, Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde*, Paris, éd. de l'Unesco, 2009.

Les mobilités internationales des étudiants camerounais s'organisent principalement autour de l'État. C'est lui qui, à travers sa politique de bourses nationales, envoie la plupart des contingents d'étudiants poursuivre leurs études à l'étranger.

africains : fournir aux intéressés des formations et des compétences dont ils ne pourraient pas disposer dans leur pays d'origine et constituer un réservoir de ressources humaines, dont les pays

africains ont besoin pour leur développement. Cette vision des mobilités, qui alimente les critiques sur les risques de "fuite des cerveaux"³, relève d'un paradigme développementaliste à forte connotation normative. Elle s'inscrit dans l'optique d'une éducation strictement nationale et vouée à la construction nationale. Elle

ne semble pas suffisamment prendre en compte toutes les transformations à l'œuvre dans les pays africains consécutives à la libéralisation des États et de leur système d'enseignement supérieur, à la globalisation et à leurs effets individuels et collectifs⁴.

Le Cameroun comme terrain d'étude

Le Cameroun est un pays africain particulièrement exposé à la problématique de la mobilité internationale de ses étudiants. Ce pays est, en effet, engagé depuis 1993 dans des réformes de son système d'enseignement supérieur. Modifiant substantiellement les attentes de l'enseignement supérieur aussi bien au niveau de l'État que des étudiants, ces réformes ne sont pas sans effet sur les politiques de mobilité internationale que l'État met en place ni sur les pratiques de mobilité que développent les étudiants. Cet article

explore les fondements paradigmatiques qui structurent progressivement les pratiques de mobilité des étudiants camerounais. Cette exploration s'appuie sur les données statistiques et les intentions des étudiants⁵, recueillies lors d'une enquête par questionnaire menée en 2010⁶ dans le cadre d'une recherche⁷. Bien que la mobilité ne constitue pas son objet principal, cette enquête livre néanmoins des informations sur les perceptions et les pratiques, particulièrement chez les étudiants.

Les mobilités internationales concernent un pourcentage important d'étudiants manifestant le souhait d'aller poursuivre leurs études à l'étranger. Mais seul un faible pourcentage de ceux qui sont réellement engagés dans ce processus de mobilité⁸ vont révéler sa complexité, quant aux raisons du départ et aux perspectives professionnelles envisagées. Des questions en apparence sans rapport avec la mobilité pour études, mais qui permettent d'intégrer celles-ci dans un projet de vie dans un contexte de globalisation. Les mobilités internationales des étudiants camerounais débutent à l'indépendance, avec la mise en place progressive du système d'enseignement supérieur, à partir 1961. Dès les premières années après l'indépendance, plusieurs étudiants quittent le Cameroun pour aller se former dans différents pays, principalement en France et en Grande-Bretagne, alors ex-colonisateurs⁹.

Ce mouvement va progressivement s'intensifier en termes de flux et de destinations, en s'ouvrant notamment au bloc soviétique et aux autres pays africains. Cependant, les destinations les plus demandées sont les pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne, etc.) et nord-américains (États-Unis, Canada). À travers ces destinations prisées¹⁰, le transnational est érigé en signe d'excellence¹¹.

3. *Ibid.* 4. Sylvie Mazzella, "Le Maghreb dans la mondialisation étudiante", in Sylvie Mazzella (dir.), *La Mondialisation étudiante. Le Maghreb entre le Nord et le Sud*, Paris, Karthala, 2009, pp. 13-30. 5. Catherine Agulhon, Xavier de Breto Angela, "Les étudiants étrangers, les migrants comme les autres", in Catherine Agulhon, Xavier de Breto Angela (dir.), *Les Étudiants étrangers à Paris. Entre affiliation et repli*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 9-40. 6. Ces enquêtes ont concerné deux universités publiques (Douala et Dschang) et deux institutions privées (université des Montagnes et le Complexe universitaire ESG-ISTA de Douala). 7. Le Conseil pour le développement des sciences sociales en Afrique (Codesria) développe différents programmes de recherche dont le Groupe national de travail (GNT) dont nous avons bénéficié pour cette recherche. 8. Sur 810 étudiants enquêtés, 557, soit 68,7 %, déclarent leur intention de poursuivre leurs études à l'étranger. Seulement 90, soit 11,1 %, ont entamé des démarches, notamment de pré-inscription. 9. Ridha Ennaffaa, Saeed Paivandi, *Les Étudiants étrangers en France. Enquête sur les projets, les parcours et les conditions de vie réalisée pour l'Observatoire de la vie étudiante*, Paris, La Documentation française, 2008. 10. Étienne Gérard (dir.), *Mobilités étudiantes Sud-Nord. Trajectoires de Marocains en France et insertion professionnelle au Maroc*, Paris, Publisud, 2008. 11. Boubacar Niane, "Le transnational, signe d'excellence : le processus de disqualification de l'État sénégalais dans la formation des cadres", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 95, 1992, pp. 13-25.

Si les pays d'Europe de l'Est, notamment l'Union soviétique, sont des destinations moins prestigieuses¹², ils sont néanmoins plus prisés que les pays africains, par exemple les pays limitrophes du Cameroun comme le Nigeria, qui accueillent une partie importante des étudiants anglophones, la Centrafrique, le Gabon ou le Tchad pour les étudiants francophones. Souvent le fait d'étudiants déclassés du système camerounais¹³, ces mobilités constituent une forme de reclassement¹⁴ dans la course aux diplômes de l'enseignement supérieur. Dans ces cas, à l'exception des pays du Maghreb comme le Maroc ou la Tunisie, le prestige est moindre dans la mesure où le système d'enseignement supérieur de ces pays est moins réputé que celui du Cameroun¹⁵.

Les fondements étatiques de la mobilité estudiantine

Les mobilités internationales des étudiants camerounais s'organisent principalement autour de l'État. C'est lui qui, à travers sa politique de bourses nationales, envoie la plupart des contingents d'étudiants poursuivre leurs études à l'étranger. C'est également par sa médiation que les différents pays attribuent des bourses dites de "coopération" à différents étudiants. Par ailleurs, ces mobilités épousent les contours d'un mouvement rectiligne et pendulaire. La plupart des étudiants qui obtiennent des bourses d'études vont dans le pays de destination et retournent au Cameroun à l'issue de leur cursus de formation initiale. Dans certains pays comme l'Union soviétique, la quasi-totalité des étudiants camerounais et africains ayant achevé leurs études sont priés de regagner leurs pays. Cette forme de mobilité qui s'étend jusqu'au

milieu des années 1980 est essentiellement organisée pour les besoins de l'État. Outre les besoins directs en personnels dans les administrations, ces mobilités sont également sous-tendues par une vision de l'éducation, partagée aux niveaux national et international, comme un vecteur important de la construction nationale des États africains. À cet égard, les bénéficiaires des bourses signent un engagement décennal selon lequel ils doivent servir l'État du Cameroun à l'issue de leurs études¹⁶. Bien plus, les mobilités internationales pour études sont également irriguées par l'idéologie patriotique de la construction de l'État. Diffusée à travers les slogans tels que "le pays a besoin de vous", cette exigence est reprise à leur compte par les étudiants camerounais (aller servir le pays). Tout refus de retour est assimilé à une trahison. Dans ce cadre, ces mobilités internationales sont gouvernées par le paradigme développementaliste des États africains du moment. Celui-ci se déploie sur les différents aspects énoncés ci-dessus. Or ce sont ces différents aspects et projections qui sont progressivement remis en cause aussi bien par la dynamique de l'enseignement supérieur au Cameroun que par le processus de globalisation.

La montée continue du chômage des diplômés conduit progressivement au passage d'une ambition de formation du personnel dédié à l'État à celle de l'employabilité des produits de l'enseignement supérieur.

Un enseignement supérieur soumis aux lois du marché

La reconfiguration de la mobilité internationale des étudiants camerounais a commencé dans les années 1980. Elle s'est intensifiée au début des années

12. Patrice Yengo, "Jalons pour une historiographie des élites africaines formées dans le bloc soviétique", in Michèle Leclerc-Olive, Gracia Scarfo Ghellab, Anne-Catherine Wagner (dir.), *Les Mondes universitaires face aux marchés. Circulation des savoirs et pratiques des acteurs*, Paris, Karthala, 2011, pp. 135-148. 13. L'enseignement supérieur est assez sélectif. À cet effet, le délai d'obtention du diplôme de licence prévue en trois ans ne peut excéder cinq ans. Au-delà, l'étudiant doit quitter l'université et engager un autre cursus dans un autre faculté. Ceux qui ont "grillé leur mandat", c'est-à-dire dépassé le délai imparti, se rabattent souvent sur les pays limitrophes. 14. Pierre Bourdieu, "Classement, déclassé, reclassement", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, 1978, pp. 2-22. 15. La réputation des systèmes d'enseignement supérieur se construit souvent en relation avec le classement des États dans la hiérarchie internationale. Ainsi, les pays comme la Centrafrique perçus comme moins développés que le Cameroun ne sauraient disposer d'un système d'enseignement supérieur plus prestigieux et plus performant. 16. Cette procédure a été abandonnée au début des années 1990, coïncidant avec l'arrêt momentané de l'attribution des bourses nationales.

1990 avec le processus de réforme du système éducatif et l'accélération du phénomène de globalisation dans ses différents versants éducatifs, migratoires, économiques. Le modèle d'enseignement supérieur mis en place au lendemain de l'indépendance s'essouffle au milieu des années 1980. La montée continue du chômage des diplômés conduit progressivement au passage d'une ambition de formation du personnel dédié à l'État à celle de l'employabilité des produits de l'enseignement supérieur. Bien que cette ambition s'inscrive toujours dans la logique de construction de l'État, elle n'en épouse pas tous les contours politiques et idéologiques. Le paradigme s'est infléchi. En effet, l'exigence d'une contribution économique des produits de l'enseignement supérieur devient de plus en plus prégnante au moment où l'État a fait son plein de personnel et où les difficultés économiques des pays africains se font jour. La problématique de l'employabilité fait référence ici à l'écart entre les types de formations délivrés, essentiellement dans les filières de sciences humaines et sociales, et les besoins techniques du développement économique. Elle renvoie aussi à l'impossibilité pour l'État de continuer à être le seul destinataire des produits de l'enseignement supérieur et l'unique agent économique dans son processus de construction. Cela se traduit sur le terrain par une plus grande offre de formations techniques et technologiques, notamment au sein des centres universitaires nouvellement créés, ainsi que par l'ouverture d'instituts spécialisés qui débouchent sur un emploi au sein de l'État et ou des entreprises privées.

Attrait et choix du secteur privé

L'État met un terme à sa politique de prise en charge massive des étudiants via les bourses en 1993. Les réformes énoncent très clairement qu'un des objec-

tifs de l'enseignement supérieur est de conduire à l'emploi voire à l'auto-emploi des diplômés. Les étudiants qui ne considèrent plus l'éducation comme un moyen de s'investir dans la construction de l'État adaptent leurs postures éducatives. La quête des diplômes "vendables" sur le marché de l'emploi, surtout privé, s'institue alors en une modalité de la stratégie éducative. Face au développement exponentiel des formations à visée professionnelle dans les institutions privées et publiques et particulièrement dans des secteurs dits "porteurs" comme les nouvelles technologies ou le commerce¹⁷, la recherche de la bonne filière professionnelle devient l'objectif des étudiants enquêtés. Ainsi, le rêve de devenir préfet aux termes de ses études¹⁸ est progressivement remplacé, chez une partie importante des étudiants, par la quête d'une insertion professionnelle quelconque avec comme seule optique de "gagner sa vie". Mécanisme de déclassement et de reclassement s'il en faut, qui s'accompagne néanmoins d'une modification substantielle des paradigmes de l'éducation chez les étudiants.

Par ailleurs, discrédité quant à la qualité de la formation qu'il dispense, l'enseignement supérieur public camerounais ne séduit plus que ceux qui ne peuvent s'offrir les conditions de la mobilité. 54,6% des étudiants qui expriment leur intention d'aller poursuivre leurs études à l'étranger justifient leur choix par la différence de la qualité de formation. On passe d'une mobilité organisée en grande partie par et pour l'État à une mobilité à visée davantage individuelle. Situation encouragée par la globalisation à laquelle participe l'enseignement supérieur, et qui reconfigure l'espace de formation, établit de nouveaux référents et de nouvelles règles, introduit la culture entrepreneuriale, transforme les stratégies d'acteurs¹⁹.

Dans ce cadre, les mobilités sont gouvernées à la fois par la quête d'un diplôme étranger et par l'employabilité de la formation acquise quels que soient le lieu et l'employeur. D'autant que la globalisation,

¹⁷. Luc Ngwé, Hilaire de Prince Pokam, Ernest Folefack, Albert Mandjack, "L'émergence et les perspectives de l'enseignement supérieur privé au Cameroun", in *Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, vol. 6, n° 1, 2008, pp. 95-125. ¹⁸. Achille Mbembe, "Écrire l'Afrique à partir d'une faille", in *Politique africaine*, n° 51, 1993, pp. 69-97. ¹⁹. Gilles Breton, Michel Lambert (dir.), *Globalisation et universités. Nouvel espace, nouveaux acteurs*, Paris, Unesco/Presses universitaires de Laval/Economica, 2003.

particulièrement économique, renvoie aussi à l'internationalisation de la main-d'œuvre. Ici, ce ne sont pas seulement les capitaux et les entreprises qui circulent, mais également les individus en quête d'emploi²⁰.

La diversification des itinéraires

Les politiques de réformes ont profondément renouvelé les mobilités internationales des étudiants camerounais. Outre le fait que celles-ci se font de plus en plus à titre personnel, les itinéraires des mobilités se diversifient comme l'indique le tableau ci-dessous. Ce tableau fait apparaître différents phénomènes. D'une part, le nombre d'étudiants camerounais mobiles ne cesse d'augmenter dans la plupart des pays d'accueil. Cet accroissement est lié à l'augmentation des effectifs et à l'intensification de l'internationalisation de l'enseignement supérieur qui n'épargne pas le Cameroun²¹. La mobilité pour études peut alors constituer une alternative à l'offre nationale pour les étudiants camerounais en quête de diplômes étrangers plus prestigieux. Alors que 28 % des étudiants voulant poursuivre leurs études à l'étranger pensent y trouver une filière qui n'existe pas au Cameroun²², ils sont 30,5 % à souhaiter avoir un diplôme étranger²³. Toutefois, le désir de mobilité ne se limite pas à la seule quête du prestige. Il renvoie également aux usages des compétences acquises dans différentes aires géographiques, dès lors que le diplôme national perçu comme déclassé n'offre plus de perspectives d'emploi local, encore moins de possibilités de circulation dans le marché international de l'emploi. C'est ce qu'expriment 58,3 % des étudiants enquêtés, pour qui la mobilité internationale est liée à la quête de possibilités professionnelles, quel

Pour espérer suivre un cours assis, il faut arriver en avance devant l'amphithéâtre dédié. Université Félix-Houphouët-Boigny (Abidjan), mai 2014 © CAMILLE MILLERAND

que soit le lieu géographique. Dans ce pourcentage global sur le vœu professionnel d'une formation à l'étranger, 43,9 % expriment clairement le souhait de travailler à l'étranger ou dans une institution internationale (entreprise, ONG, organisations internationales, etc.). D'autre part, on assiste à une diversification des destinations par-delà les hiérarchies établies. Si les destinations traditionnelles à l'instar de la France, de l'Allemagne, de la Belgique ou de l'Amérique du Nord conservent leur attrait, la palette s'est considérablement élargie, à la fois avec des destinations nouvelles et le rehaussement de celles anciennement déclassées. En effet, le tableau indique la présence des étudiants camerounais dans différents pays²⁴ qui n'étaient pas inscrits dans leurs destinations par le passé, du fait, entre autres, de l'inexistence de coopération en matière d'éducation et/ou de l'absence du prestige de leur formation auprès des étudiants. Bien plus, les pays anciennement déclassés dans les mobilités internationales des étudiants camerounais, à l'instar de l'ex-bloc de l'Est ou des pays

20. Fethi Rekik, "LMD, employabilité et nouvelles mobilités des étudiants tunisiens", in Sylvie Mazzella, (dir.), *art. cité*, pp. 199-219. 21. OCDE, *Regards sur l'éducation 2012. Les indicateurs de l'OCDE*, op. cit. 22. Il existe des hiérarchies à l'intérieur de ce pourcentage. Ainsi, ils sont 8,9 % à le classer premier critère de leur choix, 6,5 % en deuxième, 4,1 % en troisième, 7,9 % en quatrième et 0,6 % en cinquième. 23. Ce pourcentage comporte aussi ses hiérarchies. Ils sont 5,4 % des étudiants à en faire le premier critère, 8,8 % le deuxième, 11,1 % le troisième, 4,7 % le quatrième et 0,6 % le cinquième. 24. L'Unesco indique seulement les pays ayant communiqué leurs statistiques. Voir Unesco, "New patterns in student mobility in the Southern Africa development community", in *Unesco institute for statistics information bulletin*, n° 7, 2012.

PAYS	ANNÉE										
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Arabie Saoudite		33	30	44	43	35	37	39	53	106	141
République tchèque				1	2	8	11	12	11	9	8
Hongrie	1	1		2	1	6	9	17	40	61	69
Pologne	13	18	24	32	38		57	62	72	72	80
Roumanie	11	7	9	6		2	3	7	15	35	
Russie							288	249		284	
Turquie	5	4	1					3	6	10	41
Australie	11	8	9	12	11	11	12	8	10	9	14
Japon	5	8	11	10	10	13	20	20	24	24	29
Malaisie	8	9	13		6	12	101	116	103	92	
Nouvelle-Zélande	2	2				2	4	5	3	2	
Corée du Sud	1	3	13	17	19	26	27	56	87	81	104
Thaïlande						1	4	6	12	55	32
Autriche	25	30	29		32	38	53	51	50	45	34
Belgique	775	708	6	85	81	91	163	503	671	798	1064
Canada	351	372	327	333	522	469	563	471	531	606	
Chypre	3	3	3		24	109	251	318	256	161	124
Danemark	32	80	27	36	38	40	42	89	92	89	85
Finlande	25	30	33	35		107	178	229	241	222	206
France	3 563	4 612	4 963	5 043	5 387	5 570	5 655	5 826	6 264	6 451	6 583
Allemagne	4 464	4 896	5 332	5 393	5 144	5 139	5 002	5 031	5 021	5 005	5 197
Irlande	2	5	6	7	9	21	10	15	15	672	10
Italie	679	897	1041	1 364	1 405	1 614	1 915	2 155	2 212	2 501	2 652
Pays-Bas	87	138	106	150	135	115	104	87	104	119	122
Norvège		34	40	50	55	76	80	70	62	80	74
Portugal		1	3	3	3	3	2	1	1		6
Espagne	32	25	8	15	14	10	42	51	96	114	113
Suède	23	37	3		9	8	219	342	410	345	188
Suisse	182	251	325	406	400	444	375	330	260	232	207
Royaume-Uni et Irlande du Nord	180	227	295	361	411	466	530	485	503	528	619
États-Unis	967	1 171	1 216	1 425	1 638	1 839	1 893	1 796	1 864	1 627	1 482
Ghana											85
Niger						49	53	62	71	71	56
Afrique du Sud										1118	

Source : Institut statistique de l'Unesco, 2014.

africains, accueillent désormais plusieurs étudiants camerounais. Par exemple, les étudiants camerounais sont plus nombreux en Pologne qu'au Japon, alors que le prestige du système éducatif de la Pologne est inférieur à celui du Japon. De la même manière, les étudiants s'orientent davantage vers la Malaisie que vers l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Le principe même des mobilités des étudiants camerounais intègre désormais des paramètres extra-éducatifs tels que la dimension migratoire, dont la mobilité pour études constitue une modalité.

La complexification des trajectoires

Mouvements essentiellement rectilignes et pendulaires lors de leur mise en place, les mobilités tendent de plus en plus à se complexifier. Soumis aux politiques migratoires différentielles des pays du Nord (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Canada, États-Unis, etc.), les étudiants camerounais diversifient leurs possibilités de mobilité, parfois indépendamment de la langue d'enseignement ou des hiérarchies de destinations. Sur les 90 étudiants qui déclarent avoir entamé des démarches pour une mobilité, 30 (soit 33,3 %) affirment avoir déposé des demandes de préinscription dans différents pays, voire différents continents. Ce sont moins les destinations précises qui importent que l'opportunité de s'inscrire dans le "circuit de la mobilité" en quittant le pays, étape considérée comme la plus difficile. Par ailleurs, les stratégies de mobilité intègrent des zones de transit, des sas d'entrée en fonction des opportunités qui se présentent, mais aussi des données concrètes telles que le coût de la vie et de la scolarité dans le pays d'accueil, l'accès à la formation désirée (*numerus clausus*). Il en est ainsi des pays du Maghreb qui constituent à la fois des destinations finales pour certains étudiants et des sas d'entrée vers une formation en Europe. Moins prestigieux que ceux d'Europe, les systèmes d'enseignement supérieur des pays du Maghreb et

leurs diplômes le sont davantage que ceux du Cameroun, sans pour autant garantir l'employabilité des étudiants. Sur le classement de leur choix de destinations par ordre de préférence, certains étudiants engagés dans le processus de mobilité déclarent sans détour qu'ils "aimeraient aller en Europe ou en Amérique du Nord", mais, n'étant pas certains d'y parvenir, ils préfèrent "commencer" par le Maroc ou la Tunisie. De la même façon, certains pays européens à l'instar de ceux de l'ex-bloc de l'Est ou même de la France peuvent constituer des zones de transit pour certaines formations et leurs usages professionnels, notamment pour les filières techniques et technologiques (ingénieurs, médecins, etc.) en raison d'une harmonisation des diplômes en Europe et dans le monde via le système licence-master-doctorat (LMD), ainsi que l'employabilité internationale de ces formations. En l'occurrence, les anciens pays d'Europe de l'Est, considérés jusque dans les années 1990 comme des destinations de seconde zone, sont devenus attractifs pour les étudiants camerounais. Cette situation peut s'expliquer par le fait que ces pays constituent de plus en plus des opportunités de mobilité sur le marché éducatif et sur celui de l'emploi, mais ils représentent aussi des zones de transit. Ainsi, on se forme comme ingénieur ou médecin en Pologne ou en Russie et on complète sa formation et/ou on exerce en France ou en Allemagne. On se forme aussi en France et on est employé aux États-Unis, au Canada. Ce type de processus n'est certes pas nouveau, mais il emprunte aujourd'hui de nouvelles formes. Dans une mobilité à fondement étatique, les étudiants camerounais ne pouvaient parfaire leur formation ou s'inscrire dans les mobilités de travail via la formation continue (spécialisation pour les médecins, perfectionnement des cadres) qu'après quelques années d'exercice dans leur pays. Cette modalité n'est plus de mise en raison de l'interpénétration progressive du marché éducatif au niveau international, en rapport avec la standardisation internationale des cursus de formation et des diplômes, leur reconnaissance et leurs usages dans une économie tout aussi

25. Les politiques d'immigration en place ou à l'œuvre dans certains pays en sont le reflet. L'un des exemples patents est la politique d'immigration mise en place par l'Allemagne avec le "débauchage" des ingénieurs dans les pays européens en crise (Espagne, Portugal, Grèce). 26. Le processus d'imposition de la question des droits de l'homme dans l'espace international n'épargne pas les pays africains.

globalisée. Ainsi, ces mobilités tendent à s'inscrire dans la compétition économique mondiale, particulièrement entre les pays dits "développés" dont les politiques d'immigration, notamment en matière de captation des compétences, constituent des atouts importants²⁵. D'autant que les perspectives d'insertion professionnelle au Cameroun étant de plus en plus minces, la mobilité se constitue aussi en un horizon de vie.

La mobilité comme horizon de vie

La mobilité pour études s'inscrit dans un cadre plus large que les seules dimensions d'acquisition de diplômes prestigieux et/ou de compétences utilisables dans le pays d'origine ou en dehors. Elle fait insidieusement appel, aussi bien dans son projet que dans son déroulement, à divers registres sociaux et sociétaux (politiques, économiques, familiaux, culturels, etc.) qui structurent la vie des hommes. Par conséquent, la connaissance du phénomène de mobilité des étudiants camerounais ne saurait se limiter aux seules questions d'ordre professionnel ou économique, mais mérite d'interroger l'imbrication des différents registres sociaux et sociétaux²⁶ qui l'irriguent. Ces mobilités s'inscrivent ainsi dans une perspective plus large, celle d'un horizon global de vie²⁷. L'envie de travailler à l'étranger exprimée par les étudiants ne renvoie pas seulement aux perspectives de carrière et de rémunération, mais aussi au désir de quitter leur pays. C'est du reste ce qu'expriment certains étudiants dans leurs justifications sur le choix d'aller à l'étranger pour études ou pour un emploi à travers des expressions telles que "aller (vivre) ailleurs", "quitter ce pays", "aller tenter sa chance ailleurs" ou encore "partir". Ces expressions devenues courantes au Cameroun tendent à inscrire les mobilités internationales des étudiants dans ce

mouvement général. "L'ailleurs" tout autant que la perspective de vie envisagée sont perçus dans leur globalité, c'est-à-dire dans leur dimension économique, politique, symbolique, etc. Dans ce sens, les mobilités internationales des étudiants renvoient d'abord à la recherche d'un épanouissement personnel. Et les perspectives de construction de l'État s'ajustent désormais à cette nouvelle modalité. Cette situation n'est pas seulement due aux effets de la globalisation, notamment à la reconfiguration des rapports de citoyenneté, mais aussi aux transformations et contingences locales. D'une part, les étudiants ne sont plus perçus et ne se perçoivent plus comme des élites en devenir, par-delà les discours politiques. D'autre part, on assiste à l'affaiblissement du sentiment patriotique qui a longtemps irrigué les mobilités internationales des étudiants camerounais.

Conclusion

L'internationalisation accentuée de l'enseignement supérieur dans le mouvement de globalisation du monde a remis à l'ordre du jour les préoccupations sur la circulation des étudiants africains et leurs effets, notamment les phénomènes déjà anciens de la fuite des cerveaux²⁸ et de la construction des États. La compréhension de ces phénomènes nécessite d'intégrer les évolutions paradigmatiques à l'œuvre dans différents champs sociaux (éducation, politique, économique, etc.), nationaux et internationaux. Elle exige surtout de prendre acte des différentes transformations collectives et individuelles inhérentes à ces évolutions et les effets de recomposition qu'elles génèrent. En l'occurrence, une reconfiguration des rapports d'appartenance des individus et des modalités de participation aux processus collectifs tels que la construction des États sur le continent. ■

Elle est même devenue prégnante. Il faut prendre en compte les aspirations politiques, telles que la liberté, qui se dévoilent dans les velléités de départ. 27. John Urry, *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, Paris, Armand Colin, 2005. 28. Annie Vinokur, "De la mobilité des cerveaux", in *Formation et emploi*, n° 103, 2008, pp. 9-27.